Le 16-01-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 16 janvier 2021

Le Pardem condamne la décision du gouvernement américain de replacer Cuba sur la liste des états « soutenant le terrorisme »

L'administration de Donald Trump, dont le mandat de président des États-Unis s'achève le 20 janvier, tente de saper un éventuel rapprochement entre le futur gouvernement américain de Joe Biden et Cuba en inscrivant à nouveau l'île sur la liste noire des « États soutenant le terrorisme ». Cuba rejoint sur cette « liste noire » l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie. Le Soudan vient d'en être retiré par Donald Trump.
La Havane avait quitté la liste en 2015, lors du rapprochement opéré par Barack Obama, dont Joe Biden était le vice-président. La même année, les deux pays avaient rétabli leurs relations diplomatiques et lors d'une visite en 2016 à Cuba, Barack Obama était devenu le premier président américain en exercice à fouler le sol cubain depuis la révolution de 1959.

Mais durant les années de son mandat, Donald Trump n'a cessé de revenir sur la politique de son prédécesseur et de durcir l'embargo criminel imposé à Cuba depuis 1962.
L'inscription sur la liste noire a pour objectif d'entraver davantage les investissements étrangers à Cuba mais c'est aussi une tentative de dernière minute de rendre plus difficile toute possibilité pour Biden de renouer avec La Havane.
Anti-cubain notoire, Trump a durci les restrictions visant les déplacements entre Cuba et les Etats-Unis et a imposé des sanctions sur les livraisons de pétrole vénézuélien à Cuba. D'une pierre deux coups en quelque sorte…

Biden, S'il souhaitait annuler la sanction de Trump, devrait se plier à un processus juridique long et complexe : le département d'État devrait engager une analyse formelle afin de pouvoir déclarer que Cuba n'a pas eu de liens terroristes au cours des six derniers mois.

Non, Cuba ne soutient pas le terrorisme

Cuba a même été la victime de dizaines d'actes et d'attaques terroristes orchestrés et dirigés par les gouvernements et les agences des États-Unis, qui ont tué 3 478 Cubains et en ont blessé 2 099.
Cette décision misérable, cette nouvelle action agressive de Trump ou une politique plus « conciliante » de Biden montre que les États-Unis vont poursuivre leur politique criminelle envers l'île de la révolution.
Le Pardem condamne fermement la nouvelle escalade de l'agression impérialiste américaine contre Cuba, demande la révocation immédiate de cette décision, la levée du blocus économique criminel contre la population Cubaine et réitère sa solidarité avec le peuple cubain, et le gouvernement légitime de Cuba.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire